

Lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 196 - 24 mai 1991 - prix : 8 F

Edith Cresson



**UNE REPRÉSENTANTE
DU PATRONAT PRIVÉ
AU GOUVERNEMENT**

UNE REPRÉSENTANTE DU PATRONAT PRIVÉ AU GOUVERNEMENT

A la place de Rocard, nous avons donc désormais Edith Cresson, une femme qui a déjà été ministre dans plusieurs gouvernements du passé et qui, quand elle a quitté son poste de ministre, l'a fait pour se recaser dans celui de PDG-adjoint d'un des plus grands trusts du pays, Schneider ; une femme dont l'intérêt pour le profit des grandes entreprises de l'automobile est d'autant plus grand que son mari était un haut cadre de direction des automobiles Peugeot. Autant dire qu'elle est une de ces socialistes qui ont plus qu'un pied dans la bourgeoisie. Elle est aussi liée par sa carrière que par ses attaches familiales, personnelles, à ce monde de possédants que l'était son prédécesseur.

Elle à qui on prête une réputation de battante saura probablement se battre pour les intérêts des possédants et des riches. Mais en revanche, les travailleurs n'ont vraiment rien de bon à attendre de ce changement de gouvernement.

Georges Marchais s'est dépêché pourtant de faire aussitôt des offres de service. Ce qui ne prouve certainement pas qu'Edith Cresson est capable de mener une politique en faveur des travailleurs. Cela montre seulement que la direction du Parti Communiste voudrait bien retrouver quelques fauteuils de ministres que personne ne lui propose et serait prête à remettre ça et à gouverner avec le Parti Socialiste, malgré ce que cela a coûté à la classe ouvrière et au Parti Communiste lui-même.

Pour changer le cours des choses, les travailleurs ne peuvent compter sur personne et surtout pas sur le gouverne-

ment. Il n'y aura, il ne pourra y avoir un coup d'arrêt à l'offensive patronale qu'à partir du moment où la classe ouvrière retrouvera sa combativité, se battra pour défendre son niveau de vie et changera le rapport des forces entre le patronat et le camp des travailleurs.

Aujourd'hui, la classe ouvrière subit la pression du chômage et ne se sent pas encore en état de reprendre l'offensive. Elle reste encore sous l'effet de la déception, de la démoralisation entraînée par le fait que c'est la gauche, précisément cette gauche que ses votes ont portée au pouvoir, qui mène une politique anti-ouvrière ! Elle ne voit pas d'issue politique à la situation actuelle.

Mais la combativité de la classe ouvrière ne manquera pas de se manifester. Malgré l'accroissement du chômage, ses forces restent pour l'essentiel intactes. Elle a la capacité de renverser la situation ; il faut seulement qu'elle reprenne confiance en elle-même, confiance en sa force.

Un renversement réel de la situation ne pourra venir que de la masse de la classe ouvrière, de ses profondeurs, de ces centaines de milliers, de ces millions de travailleurs que la bourgeoisie, par ses attaques incessantes, finira par exaspérer.

Aujourd'hui, la bourgeoisie et ses serviteurs de toutes sortes enterrent le communisme et prétendent qu'il a fait faillite.

Aux yeux de l'écrasante majorité des travailleurs, le communisme c'est, d'un côté, la caricature qu'en ont donnée le régime bureaucratique de

l'Union Soviétique, ou les dictatures des pays de l'Est et, d'un autre côté, l'image qu'en a donnée ici même en France le Parti Communiste Français.

Mais l'échec du stalinisme n'est pas l'échec du communisme.

L'échec du stalinisme et des régimes des pays de l'Est ne rend pas le capitalisme meilleur. Ce n'est pas Marx ni les communistes qui ont inventé la lutte de classes, c'est le capitalisme qui la mène.

Et au travers des coups de colère des travailleurs, de ces révoltes, le courant communiste qui milite pour mettre fin à l'exploitation capitaliste, qui milite pour la collectivisation des moyens de production, qui milite pour une économie planifiée mise au service des besoins de l'ensemble de l'humanité et non pas au service du profit d'une minorité capitaliste, eh bien, ce courant communiste se frayera de nouveau son chemin.

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

ÉDITH CRESSON

PREMIER MINISTRE

DE SCHNEIDER, CALVET ET PÉCHINEY

■ Que la nomination d'Edith Cresson ait été bien accueillie dans les milieux d'affaires, qu'elle ait même été applaudie par le président du CNPF, François Périot, n'a certainement rien d'étonnant.

Le nouveau Premier ministre - ni plus ni moins socialiste que son prédécesseur - qui vient de passer de son poste de dirigeante d'une filiale du groupe Schneider à Matignon (après avoir quitté son poste de ministre pour les affaires, il y a quelque six mois) n'a vraiment pas de quoi inquiéter moindrement tout ce que ce pays compte de bourgeois grands et petits.

Pourtant Edith Cresson se plaît à dire qu'elle a acquis dans sa jeunesse dorée de gosse de riche (avec un père inspecteur des finances) une haine de la bourgeoisie dont «l'une des caractéristiques» serait d'après elle «l'ennui qu'elle dégage». Mais cette haine dont elle ne se serait jamais départie ne l'empêche

tout de même pas d'être l'épouse d'un haut cadre, membre de la direction de chez Peugeot, ni de s'être investie en octobre 1990, lors de sa démission du gouvernement, dans le monde des affaires, main dans la main avec Didier Pineau Valencienne, PDG du groupe Schneider, qui lui aurait taillé sur mesure une filiale destinée à piloter une partie des investissements à l'étranger de ce groupe puissant.

Edith Cresson, habituée sans doute à faire contre mauvaise fortune bon cœur, pourrait d'ailleurs s'être fort bien prise au jeu de son rôle de femme d'affaires. En effet, si l'on en croit l'interview d'Edith Cresson recueillie par la journaliste Catherine Nay et publiée par le mensuel *Contemporaine* du mois de mai 1991, avant sa promotion au gouvernement, Edith Cresson se passait fort bien de son activité au sein des ministères socialistes puisque, parlant du

fait qu'elle avait quitté la politique, elle déclarait : «Tous les jours je m'en félicite. Je ne suis plus frustrée en permanence comme je l'étais. J'étais sans cesse indignée, désespérée de ce que je voyais. Aujourd'hui, j'ai beaucoup plus de satisfactions personnelles et je me sens beaucoup plus utile à mon pays en aidant les entreprises qu'en étant ministre». Et c'est justement à ce moment que, coup du sort, Edith Cresson est appelée à remplacer Rocard, ce qui a sans doute valu au numéro de mai de *Contemporaine* d'être remplacé dans les kiosques par le numéro de juin dès le 20 mai !

Ce nouveau va-et-vient d'Edith Cresson entre le monde des affaires et les sommets de l'Etat montre bien les liens étroits existant entre les politiciens socialistes et les couches dirigeantes de la bourgeoisie.

Edith Cresson a emboîté le pas à Mitterrand dès les années 1965-1967 et a fait sa

carrière politique sous son aile protectrice. Elle n'a de socialiste que l'étiquette, tout comme Mitterrand lui-même, Rocard, Fabius ou tant d'autres. Ministre de l'Agriculture un temps, elle a été ensuite, en 1984, à la tête du ministère de l'Industrie. C'était l'époque des nationalisations dont elle était une fervente partisane et qui rapportèrent aux capitalistes des entreprises rachetées tant d'argent frais. Elle a mené alors bien sûr la politique voulue par les gens de son monde, les Pineau-Valencienne ou les Jacques Calvet. Comme elle l'a fait plus tard à la tête du ministère des Affaires européennes et

comme elle le fera encore, à l'heure où le capital privé est à la mode.

D'ailleurs, Edith Cresson n'a pas tardé à annoncer la couleur en annonçant qu'il allait falloir «chouchouter» un peu plus les petites et moyennes entreprises privées, ou qu'il est urgent de régler des dossiers épineux comme celui de la CSG, de certains remboursements de la Sécurité sociale ou celui du travail du dimanche.

Au lendemain de sa nomination comme Premier ministre, Edith Cresson s'est dite prête à prendre les coups, quitte à endosser à la place de Mitterrand l'impopularité

d'une politique dont Rocard redoutait les effets. Mais ce «petit soldat» de Mitterrand, comme celui-ci l'aurait un jour appelée, a toutes les chances de donner les premiers coups. Et de les donner contre les travailleurs. Il y a toutes les chances pour que sous la houlette de Cresson, représentante du patronat privé, flanquée de Martine Aubry, cette autre femme d'affaires liée au groupe Pechiney qui occupe aujourd'hui le poste de ministre du Travail, le nouveau gouvernement prépare un nouveau train de mesures anti-ouvrières.

Henriette MAUTHEY



Edith Cresson contente de son nouveau fauteuil à Matignon, après un intermède dans un fauteuil de direction du groupe Schneider.

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

IL Y A DU CIRAGE DANS L'AIR

Edith Cresson a dit qu'elle n'en «avait rien à cirer», de la Bourse. C'est pas beau de mentir comme cela !

Bien sûr, elle ne pouvait pas dire qu'elle était désignée, tout comme son prédécesseur, pour cirer les pompes des patrons. Cela aurait terni son image.

Et pourtant, ça, c'est la vérité.



POUR LA SANTÉ, ÇA NE S'ARRANGE PAS

Pour réduire les frais de la Sécurité sociale, Edith Cresson veut «jouer sur la consommation médicale» et utiliser le nouvel impôt Sécu, la CSG, pour boucher le trou.

C'est ce qu'elle a dit à l'émission *Sept sur Sept*. Pour une surprise, ce n'en n'est pas une. Et entre Rocard et Cresson, pas la peine de chercher la différence. On ne va pas se rendre malade pour ça.

De l'argent, il y en a pour le budget militaire et pour les subventions aux patrons. C'est là qu'il faut aller le chercher.

CHARASSE, LÂCHE-NOUS LES BRETELLES !

Charasse, le ministre du Budget, a déclaré que «pour réussir l'objectif 93, il faudra que les Français comprennent que d'ici à dix-huit mois, il y aura des petits sacrifices à faire». Sinon a-t-il ajouté, «on se plantera».

Le PS sème, Charasse parle de se planter. En attendant, ce gouvernement prétendument de gauche ratisse nos sous.

Toujours les mêmes salades...

ILS DÉTONNENT ENCORE

Pas de repos de Pentecôte pour nos spécialistes de la bombe atomique. Ils ont procédé à un nouvel essai nucléaire à Mururoa... au milieu de l'océan Pacifique. En tout cas, si l'océan est pacifique, le gouvernement socialiste l'est moins. Il continue à faire la bombe avec nos sous.

NOTRE RELIGION EST FAITE

Le gouvernement veut remettre ça sur le travail du dimanche, en modifiant la loi pour permettre l'ouverture des magasins ce jour-là. Le repos dominical a été inventé au départ, pas tant pour permettre aux ouvriers de se reposer, que pour les inciter à aller à la messe. En espérant qu'avec un peu de religion, ils auraient plus la patience d'accepter de se faire exploiter dans ce bas monde, et d'attendre un monde meilleur pour après la mort.

S'il est vrai que ce ne serait pas plus mal si, les jours de congés, tout n'était pas fermé, il ne faut pas croire pour autant que, lorsque les patrons et le gouvernement s'attaquent aux dimanches, ce soit pour faire le bien de la population. Ils pensent d'abord à leurs profits, à la possibilité d'exploiter un peu plus les salariés et de les rendre plus «flexibles». Si les syndicats s'y opposent et ne veulent pas leur faciliter la tâche, ils ont raison.

Un rapport de l'ONU :

Triomphe du capitalisme ou paupérisation ?

L'heure, nous dit-on, est au triomphe du capitalisme. Peut-être, mais c'est d'un triomphe sur le dos des pauvres qu'il faut alors parler. Le *Rapport mondial sur le développement humain 1991* que viennent de publier les Nations-Unies en apporte, après bien d'autres, la preuve. Ce livre n'a rien d'un ouvrage contestataire. Ceux qui l'ont rédigé sont des hauts fonctionnaires internationaux, issus des sommets de l'administration de divers pays. Tous professent l'idée que le capitalisme est le seul système économique possible. Leur constat n'en est que plus significatif.

La situation des pauvres des pays pauvres ne s'améliore pas. «*Bien que les pays en voie de développement aient dans leur ensemble accru la production alimentaire par habitant, un cinquième de leur population souffre chaque jour de la faim et 1,5*

milliard de personnes n'ont toujours pas accès aux soins de santé élémentaires», relève le rapport. Dans bien des régions, la situation empire : «*Le revenu par habitant a baissé en Amérique latine et en Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie*», écrivent

les auteurs. «*En Asie, un enfant sur trois souffre de malnutrition et près de 700 millions de personnes vivent pauvrement, la grande majorité d'entre elles étant concentrées dans deux pays : l'Inde et le Bangladesh. Seuls les deux tiers de la population ont accès à des services de*



Soupe populaire pour chômeurs en Grande-Bretagne.

(GAMMA)

santé et à des sources d'eau potable.»

Pourtant, comme le font remarquer les auteurs du rapport : «*Selon les estimations, la guerre du Golfe a coûté un milliard de dollars par jour. Le coût de dix jours de guerre seulement aurait permis d'immuniser tous les enfants du Tiers Monde au cours des dix prochaines années contre les maladies évitables grâce à la vaccination*». La réalité est toute différente : aujourd'hui les enfants kurdes et arabes d'Irak meurent de rougeole sous les tentes, victimes de la guerre déclenchée par les pays riches.

La guerre économique, menée par les bourgeoisies des pays riches pour augmenter leurs profits, n'est pas moins destructrice que les opérations militaires. Il y a d'abord le remboursement des prêts des banquiers occidentaux : tous les ans, «*50 à 60 milliards de dollars, alors que les pays du Sud ont besoin de toute urgence de ces ressources pour se développer*». Les

pays pauvres sont aussi victimes des entraves apportées à la libre circulation des marchandises : «*La participation des pays en développement aux échanges commerciaux mondiaux (...) est passée de 15,2 % en 1968 à 12,9 % en 1988. Selon les estimations, le protectionnisme a fait chuter les revenus du secteur agricole des pays en développement d'une valeur de 100 milliards de dollars par an, auxquels il faut ajouter une perte de 50 milliards pour les textiles*». Les pays les plus puissants signent des accords bilatéraux dont sont exclus les moins riches.

Le résultat est un chômage encore plus massif. Le rapport estime que 100 millions d'Africains n'avaient pas d'emploi en 1989, soit quatre fois plus qu'en 1979.

Le chômage et la pauvreté existent aussi dans le monde riche. Dans les pays occidentaux, «*près de 100 millions de personnes vivaient en dessous du niveau de pauvreté en 1990 et 200 millions si*

l'on compte l'URSS et l'Europe de l'Est». Aux Etats-Unis, les statistiques officielles relèvent 32 millions de déshérités, «*soit 13 % de la population totale, ce qui représente à peu près le même pourcentage qu'en 1988, mais un pourcentage nettement plus élevé que dix ans plus tôt*». De plus, «*onze millions de personnes sont considérées comme proches de la pauvreté*».

En 1989, 400 000 personnes étaient reconnues sans abri en Grande-Bretagne. «*Des milliers de déshérités vivent actuellement dans les «villes de carton» qui se sont créées dans les principales villes du Royaume-Uni*». La réapparition des bidonvilles dans les pays les plus développés montre que ce ne sont pas les pays sous-développés qui se rapprochent des pays plus développés, mais l'inverse qui se produit. Au sein des grandes nations capitalistes, le sous-développement réapparaît. Quel triomphe !

Pierre VERNANT



Au Bangladesh...

France

CONSENSUS... CONTRE LES RETRAITES

La présentation du Livre Blanc sur les retraites à l'Assemblée nationale, le 14 mai, n'aura guère donné lieu à débat.

Sans doute en partie parce que le suspense autour du départ de Rocard présentait bien plus d'intérêt aux yeux des politiciens. Mais aussi parce qu'au fond, les députés de droite n'avaient pas grand-chose à ajouter au plan d'attaque contre la retraite des travailleurs qui leur était présenté.

Car, en fin de compte, ce qui est présenté là, qu'il s'agisse de l'augmentation du nombre des annuités de cotisation ou de la révision en baisse du mode de calcul de la retraite elle-même, ce sont des mesures que la droite aurait sans doute volontiers prises en son temps mais dont elle n'a jamais osé endosser la responsabilité.

Même les sempiternelles attaques de quelques députés, auxquels s'est d'ailleurs joint le CNPF, contre les travailleurs dits «*privilegiés*» parce qu'ils ont un régime de retraite plus favorable que

le régime général (cheminots, EDF, fonctionnaires, etc.), prennent un air dépassé. Le Livre Blanc du gouvernement ne remet-il pas en cause ces régimes particuliers de façon explicite, même s'il reste encore délibérément vague sur leur avenir ?

En tout cas, les cheminots roulants, en grève justement ce jour-là, semblent, eux, avoir très bien compris de quoi on les menace. Mais il faut croire que certains hommes de droite ont toujours du mal à s'habituer à l'idée qu'un gouvernement de gauche puisse les doubler sur leur droite...

Inde

Après la mort
de Rajiv Gandhi :

L'IMPÉRIALISME PLEURE UNE DYNASTIE QUI LUI A RENDU BIEN DES SERVICES



De Washington à Londres et Paris, en passant par Moscou, les dirigeants des grandes puissances ont tous tenu à verser une larme sur la mort de Rajiv Gandhi, tué le 21 mai dans un attentat sans doute organisé par des nationalistes tamouls.

Ces éloges funèbres visent sans doute moins la mort lui-même que la dynastie des Nehru dont il était le dernier représentant, dynastie qui a régné sur l'Inde pratiquement sans interruption depuis son indépendance en 1947.

En tant que Premier ministre de la Fédération indienne jusqu'en 1966, Jawaharla Nehru avait eu, aux yeux de l'impérialisme, le mérite insigne de mener le pays au travers de la période critique de l'indépendance sans que soient jamais remis en cause les intérêts éco-

nomiques qu'y conservait l'Occident. Sa politique de "non-alignement" avait peut-être fait grincer des dents plus d'un traîne-sabre dans les états-majors occidentaux, mais elle avait constitué un exutoire efficace et bénin aux aspirations anti-impérialistes qui se manifestaient, non seulement en Inde mais dans une grande partie de l'Asie.

A sa mort, en janvier 1966, sa fille Indira Gandhi lui succéda. A défaut d'avoir la popularité de son père, elle accentua le caractère répressif du régime. On vit de grandes grèves écrasées dans le sang, des ouvriers jetés en prison par dizaines de milliers, en particulier ceux du textile et des chemins de fer. Sous son règne, la base militante populaire que conservait encore le Parti du Congrès s'éti-

la peu à peu ; les militants firent place aux fonctionnaires ; le clientélisme et la corruption devinrent la règle. Les sommets de l'Etat donnèrent l'exemple au point qu'Indira Gandhi elle-même en fut victime, acculée à la démission et condamnée par les tribunaux en 1977, pour une affaire de trafic d'influence. Et son retour au pouvoir en 1980 fut bientôt suivi de révoltes nationalistes et religieuses comme on n'en avait pas vu depuis la période de l'indépendance.

Indira Gandhi n'avait été qu'un pâle reflet de son père. Son fils Rajiv, qui lui succéda après son assassinat par un garde du corps sikh, en 1984, en a été une caricature. Playboy plus qu'homme d'Etat, il dut remplacer sa mère pour maintenir la dynastie au pouvoir. Il se montra de plus en plus impuissant

à faire face aux affrontements intercommunautaires. Il fut compromis dans une série de scandales allant du pot-de-vin au trafic de crédits en devises. Ce qui lui valut une humiliante défaite électorale en novembre 1989.

Pendant 44 ans, la dynastie des Nehru a réussi, de moins en moins efficacement il est vrai, en s'appuyant sur l'appareil politique du Parti du Congrès, à imposer une certaine stabilité politique et sociale à un pays que la pauvreté et les rancœurs nationales menaçaient un jour ou l'autre de transformer en poudrière.

Qui remplacera maintenant cette dynastie des Nehru qui disparaît avec Rajiv Gandhi ? Qui maintiendra dans la région la stabilité politique, c'est-à-dire la misère effroyable im-

sée à plus de 800 millions d'hommes, dont le marché capitaliste a tant besoin ? C'est cette perte-là que regrettent les dirigeants des puis-

sances impérialistes.

F. R.
(Voir aussi notre article sur les élections indiennes p. 16.)



Un marin sri-lankais attaque Rajiv Gandhi lors d'une cérémonie officielle en 1987 : l'unité nationale de l'Inde de plus en plus contestée.

Walesa et Shamir :

LES BONS APÔTRES



Walesa en visite officielle en Israël - la première d'un chef d'Etat polonais - a eu l'honneur rare, il n'est que le sixième dirigeant dans ce cas, de pouvoir parler du haut de la tribune du Parlement israélien. Et là, il a demandé «pardon» au peuple juif pour ceux qui «parmi les Polonais ont fait le mal» en participant à la chasse aux Juifs et à l'holocauste nazi. Evidemment, cela vaut mieux que de l'entendre tenir des propos antisémites.

Walesa est donc venu faire amende honorable, lui qui s'était fait remarquer encore tout récemment, lors de sa campagne électorale, en mettant

l'accent sur «l'origine juive» de ses concurrents et rivaux, principalement celle du Premier ministre d'alors et encore actuel Mazowiecki. Il insistait alors dans ses discours sur le fait que lui, Walesa, était un vrai Polonais avec «100 % de sang polonais dans les veines».

L'antisémitisme, toujours virulent en Pologne, même s'il n'y reste plus aujourd'hui que quelque 5 000 Juifs, a été une méthode de gouvernement pour les différents gouvernements qui se sont succédé avant comme après la Deuxième Guerre mondiale, c'était le moyen de détourner le mécontentement populaire devant les

difficultés. Walesa n'a pas hésité à en faire usage à son tour, en démagogue qu'il est, pour gagner les élections présidentielles, à défaut de trouver quelque chose qui le différencie de son concurrent devenu son Premier ministre.

Mais Walesa, expert en genuflexions, bonnes paroles et actes de contrition, n'est pas à un simulacre près. Aujourd'hui Walesa fait la manche auprès des dirigeants occidentaux pour obtenir des capitaux et des crédits, voilà qui vaut bien de battre sa coulpe démonstrativement, y compris auprès du gouvernement israélien.

Et Yitzhak Shamir, bon prince, joue le jeu, lui qui

est né en Pologne, lui dont le père a été assassiné par des amis d'enfance chez qui il croyait avoir trouvé refuge, lui dont la mère est morte gazée à Treblinka. Lui-même a quelques problèmes en ce moment sur la scène internationale avec les Palestiniens.

Walesa peut s'exclamer : «Que notre rencontre permette de renouveler les liens d'amour entre Polonais et Juifs !» et Shamir tendre chrétiennement la joue... La langue de bois, ils en connaissent chacun un rayon : croix de bois, croix de fer, si je mens je vais en enfer !

C.B.

Corée du Sud

MANIFESTATIONS ETUDIANTES IMPORTANTES

En Corée du Sud les manifestations étudiantes demandant la démission du président Roh Dae-woo continuent. Samedi 18 mai ils étaient entre 100 000 et 200 000 dans les rues de Séoul, ils étaient 200 000 à 300 000 autres à manifester dans diverses autres villes du pays les samedi 18 ou dimanche 19 mai, et en particulier dimanche dans la ville de Kwangju dans le sud-ouest du pays. Il y a onze ans, en mai 1980, 17 000 parachutistes avaient été envoyés reprendre le contrôle de la ville qui s'était insurgée à la suite de la répression d'une manifestation étudiante. Ils avaient fait plus de 200 morts (certains journaux ont parlé même d'un millier). Les manifestants d'aujourd'hui avaient décidé d'y enterrer, au côté des

victimes de 1980, le corps du jeune étudiant battu à mort à Séoul par la police le 26 avril dernier.

500 000 policiers avaient été mobilisés dans les principales villes du pays, et plusieurs unités de l'armée avaient été mises en état d'alerte, pour empêcher ces manifestations qui se sont, une fois de plus, transformées en batailles rangées entre manifestants et forces de l'ordre, faisant des centaines de blessés de part et d'autre.

Pour le président Roh il n'est toujours pas question de quitter le pouvoir. Mais il est de plus en plus question, d'après la presse, de le voir tenter de sauver son régime en licenciant cette fois tout son gouvernement, comme il a licencié il y a trois semaines son ministre de l'Intérieur.

Au cours des manifestations à Séoul, une serveuse de restaurant de 38 ans, mère de quatre enfants, s'est fait brûler en signe de protestation ; avec le décès des suites de ses brûlures d'une jeune étudiante qui s'était immolée au cours d'une manifestation précédente, cela porte à huit le nombre de manifestants qui se sont suicidés par le feu depuis le 26 avril. Le dimanche à Kwangju c'était un jeune lycéen de 18 ans et un chauffeur de bus de 32 ans qui avaient mis le feu à leurs vêtements, le premier se blessant gravement.

Les gestes de désespoir individuels

Cette pratique de suicides aurait commencé en Corée du Sud dans les années 1970, à l'exemple des suicides par le feu de bonzes bouddhistes pendant la guerre du Vietnam. Comme on préférerait voir ces jeunes-là mettre leur courage à défier la dictature aux côtés des dizaines, des centaines de milliers de jeunes autres révoltés de Corée, plutôt qu'à se détruire eux-mêmes ! Mais ces suicides sont des gestes de désespoir que doivent ressentir une partie des jeunes et des moins jeunes et des si nombreux déshérités de ce pays qui est, pour les industriels qui s'y enrichissent, le pays du miracle économique. Comme cela avait été le cas il y a deux ans par exemple avec les suicides de deux ouvriers des chantiers navals de Pusan du trust Daewoo (le

deuxième trust industriel du pays, et le 47^e trust industriel mondial, avec ses 91 000 ouvriers, ses 115 milliards de dollars de bénéfices annuels) qui s'étaient immolés en mai 1989 après l'échec des négociations salariales ; l'un d'eux avait laissé dans sa chambre, au 7^e étage d'un hôtel minable d'où il s'était jeté en flamme par la fenêtre, ces quelques mots : «*Les travailleurs resteront toujours des esclaves si les employeurs les oppriment*». Leur geste de désespoir avait déclenché l'une des plus grandes grèves du chantier naval du Pusan, au point que le gouvernement avait menacé d'envoyer 10 000 militaires avec les chars pour reprendre le chantier où les ouvriers, après des affrontements avec la police, faisaient des provisions de cocktails molotov pour se défendre : finalement le patron avait préféré chercher un compromis en cédant une augmentation de salaire de 14 %. Les travailleurs ne resteront pas toujours des esclaves.

L'opposition bourgeoise au régime se désolidarise des étudiants radicaux

le principal leader de l'opposition bourgeoise démocratique, Kim Dae-jung, a déclaré que «*la majorité de la population ne soutient pas les radicaux qui demandent le départ du président Roh Tae-woo*». En 1987, les manifestations étudiantes avaient entraîné



Les casques, boucliers et masques à gaz arrachés aux policiers par les étudiants lors des affrontements du 19 mai, exposés dans la cour de l'université.

une révolte des autres couches de la population, et en particulier une vague de grèves ouvrières, et contraint le dictateur en place depuis 1979, le général Chun Doo-hwan, à passer la main. Mais pour ce représentant de la bourgeoisie libérale, le régime de Roh qui lui a succédé est déjà un progrès, du moment que l'armée n'est plus officiellement au pouvoir. Il reproche seulement à Roh de ne pas avoir suffisamment appliqué la démocratisation qu'il avait promise. Difficile de dire si la population ne donne pas aujourd'hui sa sympathie aux étudiants radicaux, mais lui, en tout cas, a choisi de s'en désolidariser.

Mais quels progrès y a-t-il eu en Corée du Sud depuis l'accession de Roh au pouvoir par les élections de décembre 1987, si ce n'est un simple ravalement de façade du régime ? Pas

grand chose, si ce n'est la continuation de la hausse des prix, de la spéculation foncière dans les villes où les loyers montent en flèche même pour les taudis ; si ce n'est les nouveaux scandales dus à la corruption, et le fait que 1 400 prisonniers politiques ont repris la place de ceux libérés en 1987.

La combativité de la classe ouvrière coréenne

Le changement, le seul porteur d'espoir, est ailleurs : les patrons se plaignent aujourd'hui que la Corée ne soit plus tout à fait ce qu'elle était, et que les augmentations des salaires de ces quelques dernières années aient entamé un peu, c'est tout au moins ce qu'ils prétendent, la compétitivité de l'industrie sud-coréenne. La réalité est plus nuancée

que les jérémiades des patrons : aujourd'hui, du fait de quelques hausses de salaires, arrachées par plusieurs vagues de grèves depuis 1987, certaines industries à forte proportion de main-d'œuvre peu qualifiée, le textile notamment, se sont déplacées vers d'autres pays-ateliers d'Asie (Indonésie, Malaisie...) alors qu'en Corée les grands trusts coréens, américains ou japonais trouvent aujourd'hui une main-d'œuvre plus qualifiée, et toujours incomparablement moins chère que la main-d'œuvre équivalente des métropoles impérialistes. Mais une chose est vraie : la classe ouvrière coréenne n'est plus ce qu'elle était dans les années 60 ou 70, du temps où l'exode rapide des campagnes vers les villes apportait aux trusts une main-d'œuvre extrêmement pauvre, désorganisée et qui leur semblait corvéable à

merci.

En 1989 par exemple, alors que des grèves avaient lieu dans les usines coréennes des trusts américains Motorola et IBM pour imposer la reconnaissance du droit syndical, le directeur de Motorola-Corée disait ne plus rien comprendre : «*Nous étions la première compagnie, je pense, à fournir des repas gratuits, un service de bus gratuit. Nous avons installé une infirmerie avec un médecin à plein temps...*» Les ouvriers coréens d'aujourd'hui ne se contentent pas d'un bus gratuit pour aller se faire exploiter.

Les politiciens opposants du style de Kim Dae-jung ne voient plus les manifestations étudiantes de mai 1991 d'un aussi bon œil qu'ils disent avoir vu celles de 1987. Il est plus difficile de connaître d'ici l'écho qu'ont ces manifestations dans la classe ouvrière, si ce n'est que le syndicat oppositionnel créé contre le syndicat officiel en janvier 1990, et dont nombre de militants sont aujourd'hui en prison, s'est solidarisé de ces manifestations, et que la presse a signalé la présence d'ouvriers dans les manifestations des 18 et 19 mai. Mais ce dont le dictateur Roh se rappelle sûrement, c'est que c'est l'entrée massive des travailleurs dans la lutte, dans la foulée des manifestations étudiantes, en 1987, qui avait précipité la chute de son prédécesseur.

Olivier BELIN

C'ETAIT LA FETE 1991



Au détour d'une allée, avec le mime Duval.

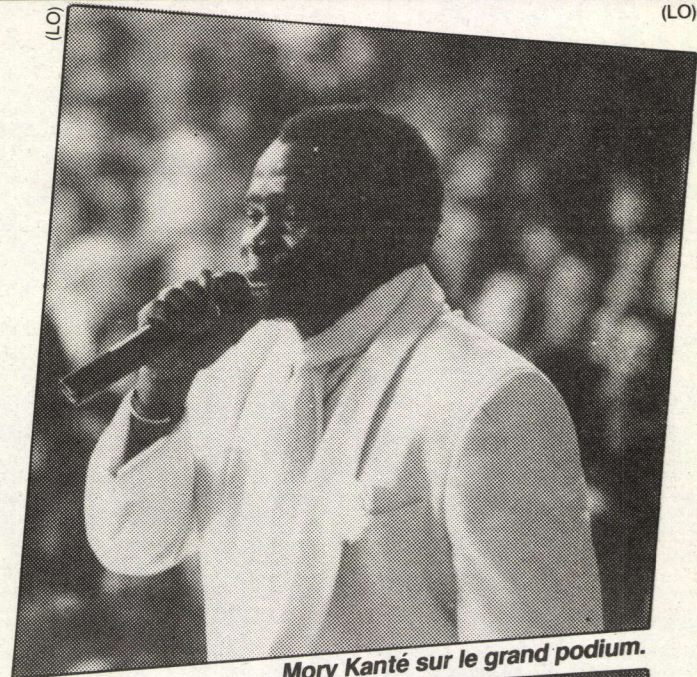
1971-1991... Cela fait 20 ans qu'on fait la Fête avec Lutte Ouvrière, à la Pentecôte, chaque année. Une fois de plus, nous avons pu constater avec joie que nos amis, notre public apprécient ces retrouvailles annuelles, puisque ces 18, 19 et 20 mai nous étions toujours aussi nombreux, et même sensiblement plus nombreux que l'année dernière, puisque plus de 30 000 entrées ont été recensées pendant ces trois journées.

Le temps lui-même ayant, juste à temps, cessé d'être mauvais, ce fut une franche réussite : trois jours de spectacles sur les deux scènes centrales ; des animations variées dans les allées et sur les pelouses du parc de Presles où notre fête se déroule ; des jeux de toutes sortes, et les enfants sont particulièrement gâtés ; des quantités de choses à voir, à lire, à entendre, à faire ; et des quantités de bonnes choses à manger, aussi.

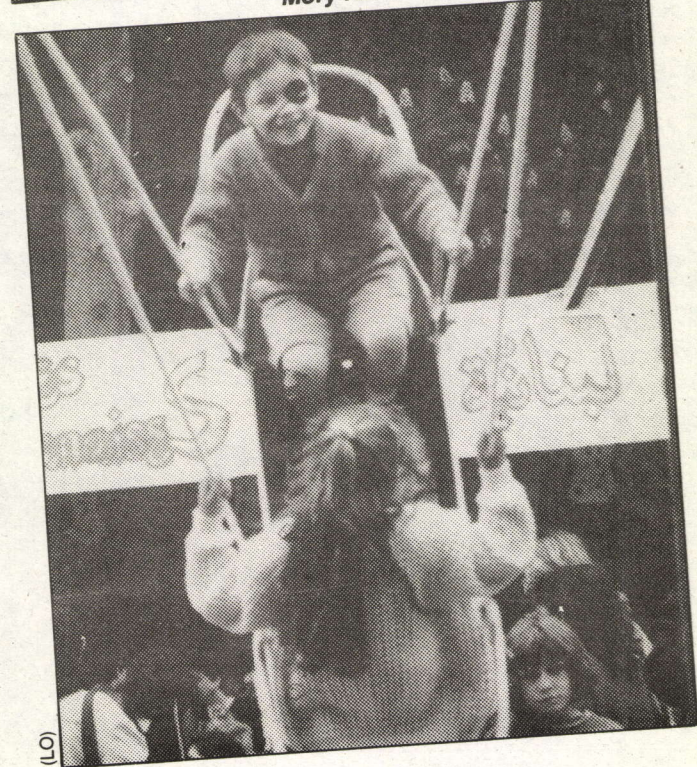
Et, comme l'homme ne vit pas seulement de pain (ni de fraises ou d'aïoli), de nombreux débats ont rassemblé un large public - débats politiques, d'abord, bien sûr, comme ceux que nous avons eus avec des camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire, mais aussi débats avec diverses personnalités, sous le chapiteau de la «place Karl Marx», sous celui des expositions scientifiques ou autour des cinémas permanents. Nous ne pouvons malheureusement pas publier les photographies ni même citer tous nos invités de ces trois journées, non plus que tous les artistes qui nous ont fait partager gaieté ou émotion, mais nous les remercions tous.

Nous tenons cependant à remercier avant tout non seulement les amis et sympathisants de Lutte Ouvrière qui ont œuvré au succès de cette fête, mais l'ensemble du public, venu de la région parisienne et d'autres régions de France, comme de plusieurs autres pays, proches ou plus lointains - ce public qui donne à ce week-end trop court son caractère exceptionnel de détente chaleureuse et de fraternité.

Et concluons, avec notre camarade Arlette Laguiller, qu'«en cette période où il est à la mode de considérer que le communisme est dépassé, il est réconfortant de constater que nous sommes toujours aussi nombreux à cette fête qui se place clairement sous le signe du communisme».



Mory Kanté sur le grand podium.



Il n'y a pas d'âge pour souhaiter changer de tête.

**C'ÉTAIT LA
FÊTE 91**

Les allocutions d'Arlette Laguiller

L'avenir appartient au communisme

(extraits du discours du dimanche 19 mai)

**COMMENT NE PAS ÊTRE ÉCŒURÉ
PAR LA POLITIQUE D'UN
GOUVERNEMENT QUI SE
PRÉTEND DE GAUCHE !**

La situation des travailleurs ne cesse de se dégrader. Elle ne cesse de se dégrader même pour ceux qui ont du travail. Car le patronat, avec l'aide du gouvernement, continue à grignoter les quelques lois, les conventions collectives qui protègent les travailleurs ; parce que les salaires continuent à stagner ; parce que, dans les grandes entreprises, les patrons remplacent progressivement ou brutale-

ment les travailleurs qui ont une certaine ancienneté et une certaine protection par des travailleurs intérimaires, par des travailleurs en contrat à durée déterminée, que le patron peut embaucher et débaucher comme cela lui plaît ; parce qu'on remplace des travailleurs âgés par d'autres, plus jeunes mais surtout plus mal payés.

Mais le sort de la classe ouvrière se

dégrade aussi et surtout parce que le chômage ne diminue pas, mais s'aggrave.

Les commentateurs prétendent pourtant depuis plusieurs années que l'activité économique est en croissance.

Les voilà en train de découvrir, avec une feinte naïveté, de nouvelles lois économiques, comme celle qui consiste à dire qu'en France une progression de deux ou trois pour-cent de l'activité économique suffit tout juste à stabiliser le chômage et pas à le résorber. Mais cela signifie seulement que la politi-

que du patronat consiste à faire faire plus de travail par moins d'ouvriers, en jetant une fraction de la classe ouvrière sur le pavé.

Non seulement le nombre de chômeurs augmente mais, par la force des choses, la durée du chômage s'accroît aussi. Des centaines de milliers de travailleurs n'ont plus de salaire et, pour certains d'entre eux, même plus d'allocation de chômage.

Et c'est ce gouvernement de gauche qui nous gouverne qui a le culot de présenter le RMI, cette

misérable aumône de 2 000 F par mois, comme l'expression de son côté social.

Mais quelle vie donc que celle des travailleurs qui ne trouvent plus de travail et qui en sont réduits à s'en sortir avec le RMI ou avec les secours des organismes de charité ?

Quelle vie donc que celle de la jeunesse ouvrière sans travail, sans perspective, sans espoir ?

Quelle vie donc que celle des femmes et des hommes de la classe ouvrière qui, pour

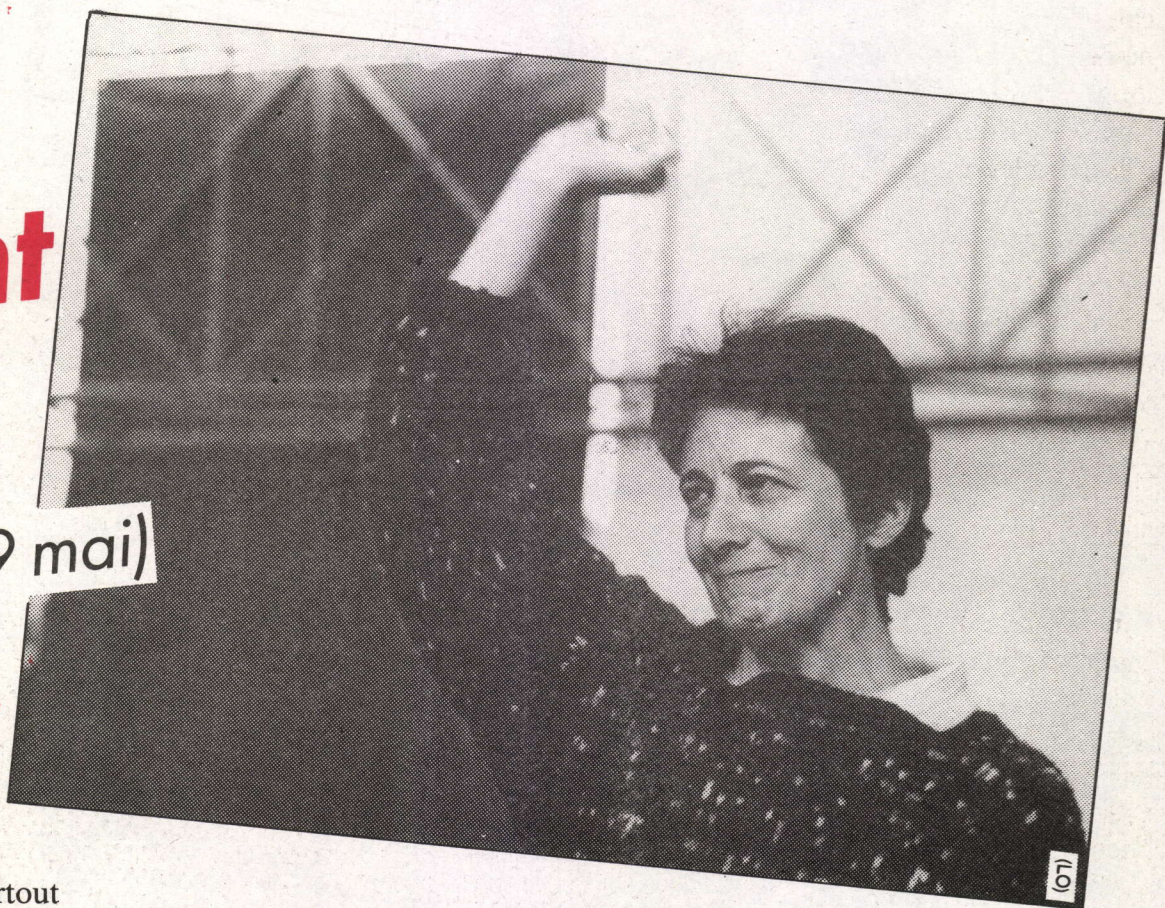
échapper au chômage, doivent se contenter de paies souvent inférieures au SMIC ?

Comment ne pas être écœuré devant la politique d'un gouvernement qui se prétend de gauche mais qui favorise l'enrichissement scandaleux de riches parasites, des patrons, des actionnaires, des bourgeois, et accepte en même temps que les travailleurs, ceux qui font marcher les entreprises, ceux qui produisent, ceux grâce à qui les autres catégories sociales vivent, soient poussés dans une gêne croissante tant qu'ils ont du travail, et vers la pauvreté quand les patrons les jettent à la rue et les transforment en chômeurs ! (...)

**LE RÔLE
DES RÉVOLUTIONNAIRES
EST IRREMPLAÇABLE**

Un renversement réel de la situation ne pourra venir que de la masse de la classe ouvrière, de ses profondeurs, de ces centaines de milliers, de ces millions de travailleurs que la bourgeoisie, par ses attaques incessantes, finira par exaspérer. (...)

Là où le rôle des révolutionnaires est indispensable, irremplaçable, c'est pour défendre au sein de la classe ouvrière une politique de classe,



(Lounès / GAMMA)

que les grandes organisations politiques ou syndicales de la classe ouvrière ne défendent plus depuis longtemps. Là où notre rôle est irremplaçable, c'est pour lever au sein de la classe ouvrière le drapeau du communisme.

(...) L'évolution de la situation internationale comme les déceptions vis-à-vis du gouvernement de l'Union de la Gauche ici en France ont découragé, c'est certain, toute une génération de militants. Cette ancienne génération est d'autant plus découragée, déboussolée, qu'elle avait mis sa confiance dans ces directions réformiste ou stalinienne qui ne méritaient pas la confiance que tant de militants ouvriers avaient placée en elles, et on le voit bien aujourd'hui.

Mais je suis convaincue de la capacité de la classe ouvrière à faire surgir en son sein une nouvelle génération de militants, de jeunes qui reprendront le flambeau de la lutte de classe et qui, en reprenant ce flambeau, sauront redonner confiance à la génération découragée.

Mais il faut que cette nouvelle génération de militants s'engage dans le combat de classe en ayant tiré toutes les conclusions de la période passée, en ayant rompu avec ses préjugés, en ayant compris le frein considérable qu'a été dans le passé, pour le combat des travailleurs, le réformisme aussi bien social-démocrate que stalinien.

En d'autres termes, je souhaite que la nouvelle génération de militants se mette à militer sur la base des idées communistes révolutionnaires, et là, mes camarades, tout ceux qui sont ici, nous avons notre responsabilité, nous avons un rôle à jouer, et je suis persuadée que ce rôle, nous le jouerons.

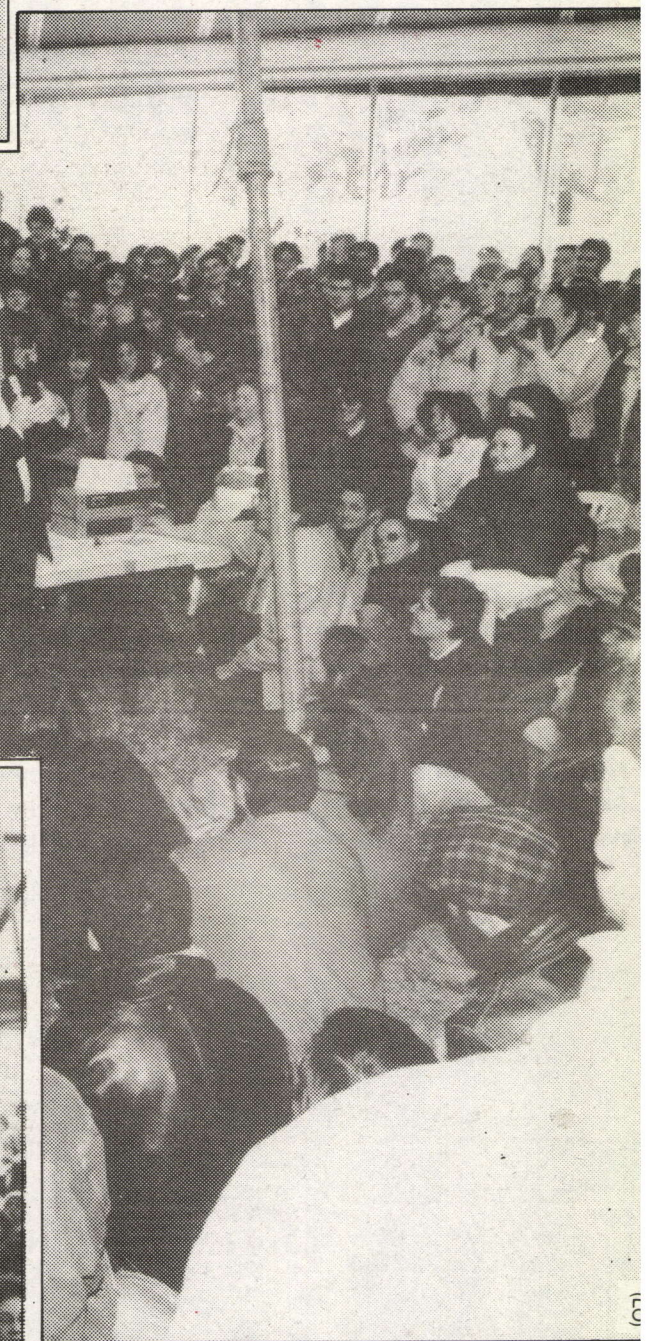
Malgré les difficultés de la période, j'affirme et je réaffirme, avec vous tous j'espère, que l'avenir appartient au communisme.



«La construction du parti révolutionnaire dans la France actuelle», un débat entre Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire samedi 18 mai.



Des rencontres et des débats ont eu lieu autour de personnalités aussi diverses que Albert Jacquard ou Gisèle Halimi, Léonard Ginzburg ou Gilles Perrault, Amin Maalouf ou... Kôfi Yamgnane. Nommé secrétaire d'Etat à l'Intégration depuis la veille, celui-ci avait été invité, évidemment bien avant cette nomination, pour faire part de son expérience personnelle en tant que maire d'origine africaine d'un village breton. Il a tenu à honorer son engagement et à faire un bref passage, au cours duquel il fut soumis à un véritable feu roulant de questions de la part d'un public de travailleurs, qui se sont montrés peu enclins à la complaisance envers un membre, même tout récent, d'un gouvernement qui, en fait d'«intégration» réussit surtout à reléguer les travailleurs au chômage par millions...



Un débat avec Albert Jacquard au chapiteau scientifique...

Gilles Perrault présentait son livre «Notre ami le roi» sous le chapiteau Karl Marx.

Les allocutions d'Arlette Laguiller



Il n'y a pas de salut pour le prolétariat hors de l'internationalisme
(extraits du discours du lundi 20 mai)

Dans la guerre du Golfe, l'impérialisme français n'a joué que les seconds couteaux, servilement aligné derrière l'impérialisme américain. Mais rappelons tout de même le rôle de protecteur qu'il joue auprès de tous les dictateurs de ses ex-colonies d'Afrique, notamment auprès de Biya, le dictateur du Cameroun, qui fait donner l'armée contre ceux qui revendiquent simplement le multipartisme, ou auprès de Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire, dont les militaires viennent d'investir la cité universitaire d'Abidjan pour matraquer, violer et assassiner les étudiantes et les étudiants qui s'y trouvaient.

mais pas à toucher aux riches émirs protégés par l'impérialisme.

La débauche de matériel mobilisé pour tuer en Irak constitue un contraste écœurant, révoltant, avec les ridicules aides mises à la disposition soit des chiïtes, soit des Kurdes, soit du peuple du Bangladesh face à la catastrophe qui l'a frappé.

Et les dirigeants impérialistes sont cent fois, mille fois pires que les pires dictateurs pour une autre raison encore : c'est qu'ils assument la responsabilité politique du système impérialiste, qui ne tue pas seulement sous le déluge de bombes d'une guerre du Golfe mais aussi, en permanence, jour après jour, mois après mois, simplement par le mécanisme du pillage économique et de l'exploitation auxquels sont soumis les pays pauvres de la planète par les nations impérialistes. (...)

Si l'impérialisme américain a tenu à faire une démonstration de force contre l'Irak, ce n'est pas seulement pour punir son peuple de l'écart de conduite de son dictateur, mais surtout pour donner un exemple aux peuples du monde entier, aux classes

Cette année, nous avons eu l'illustration de ce que signifie l'ordre impérialiste sur le monde. 700 000 hommes mobilisés par quelques-unes des nations les plus riches de la planète, un matériel immense et sophistiqué, tous les moyens que la techni-

que moderne et la puissance financière mettent à la disposition de la société mobilisés... Et tout cela, pourquoi ?

Avant et pendant la guerre, on a eu le cynisme de dire que c'était le combat de la démocratie contre la dictature. Eh bien, aujourd'hui le dicta-

teur Saddam Hussein, lui, est toujours en place, alors que les bombardements sur l'Irak ont tué 100 000 ou 200 000, on ne sait pas, femmes, hommes et enfants qui, eux, sont bien morts.

Ces mêmes nations impérialistes, qui prétendaient combattre Saddam Hussein, sont aujourd'hui tacitement complices du dictateur dans la guerre qu'il mène contre son pro-

pre peuple, contre les Kurdes, contre les Irakiens chiïtes, voire tout simplement contre ceux qui contestent sa dictature. Et cela parce que, paraît-il, il vaut encore mieux Saddam Hussein, pour l'impérialisme, que le désordre.

L'impérialisme occidental apporte là la démonstration que la guerre du Golfe était destinée à apprendre à Saddam Hussein qu'il n'était autorisé qu'à massacrer son peuple,

Dans cette affaire, les dirigeants des nations impérialistes prétendument démocratiques, les Bush, les Mitterrand, les Major, sont pires que les pires des dictateurs des pays pauvres. Parce que ces dictateurs, et on le voit bien, ne survivent que parce qu'ils sont protégés par les puissances impérialistes qui les arment, les financent, les laissent accomplir tous leurs crimes, à la seule condition qu'ils ne s'avisent pas de grogner ou de se rebeller contre les maîtres de ce monde.



exploitées du monde entier, pour leur asséner la démonstration de ce qui les attend s'ils bougent, s'ils contestent.

Voilà pourquoi, s'il y avait en France, et bien sûr dans les autres pays impliqués et avant tout aux États-Unis, un mouvement ouvrier digne de ce nom, il aurait dû réagir contre la guerre, s'opposer, l'empêcher, parce que les intérêts de la classe ouvrière dans cette affaire étaient objectivement les mêmes que ceux du peuple irakien.

Et on sent bien aujourd'hui que la démonstration de force des Américains a été effectivement comprise comme telle, non seulement par les peuples des pays pauvres, mais aussi par la classe ouvrière des pays riches. (...)

Voilà pourquoi nous pensons que ceux qui ont montré leur opposition à cette sale guerre ont eu raison, même s'ils étaient minoritaires car, finalement, leur geste a été compris. (...)

Un des pires fléaux pour le prolétariat serait de faire confiance aux démagogues nationalistes

Aujourd'hui, la classe ouvrière est désorientée. On ressent cela autour de nous, ici en France. Mais cela est manifeste aussi dans ces pays d'Europe centrale où le prolétariat, écœuré par des décennies de dictature stalinienne, sombre dans la résignation ou, à la recherche d'une issue, croit la trouver du côté de forces politiques réactionnaires.

Une des manifestations les plus néfastes de cette désorientation des prolétaires des pays de l'Est est la montée du nationalisme derrière des démagogues nationalistes qui dressent

les uns contre les autres des peuples qui vivent côte à côte, voire mêlés les uns aux autres.

Cette montée du nationalisme, qui prend un tour sanglant en Europe centrale et balkanique, se manifeste également en Union soviétique où la bureaucratie n'en finit pas de vouloir rétablir le capitalisme, l'économie de marché, et où, en attendant d'y parvenir, elle tente de démolir l'économie planifiée, dont les bases ont été fondées par la Révolution d'Octobre 1917.

Un des pires fléaux pour le prolétariat serait de faire

confiance aux démagogues nationalistes car, dans la voie du nationalisme, il n'y a pas de solution pour les peuples, même contre l'oppression nationale : il n'y a que du sang, que des larmes, que des vendettas sans fin. Dans ces affrontements nationaux, il n'y a pas, pour les peuples, des vainqueurs et des vaincus : il ne peut y avoir que des vaincus !

Nous, les révolutionnaires, nous sommes inconditionnellement pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, y compris en se séparant, pour être politiquement indépendants, s'ils le souhaitent.

Mais toute l'histoire nous montre que des régimes basés sur l'exploitation et sur l'oppression, que le capitalisme, ne sont plus capables de garantir ce droit-là que tous les autres droits démocratiques, sauf dans une mesure limitée dans la petite minorité des pays les plus riches de la planète.

Les peuples ne peuvent pas être libres et égaux là où les hommes ne sont pas libres et égaux !

Il n'y aura de libération des peuples que lorsque la société sera libérée de la domination internationale de la bourgeoisie.

Mais, pour parvenir à cela, le prolétariat a un besoin vital de son unité. Voilà pourquoi il doit considérer comme ses pires ennemis tous ceux qui sèment en son sein la discorde, la haine, en fonction des origines ou des nationalités. (...)



Les organisations révolutionnaires de nombreux pays sont représentées à la fête de Lutte Ouvrière.



Le chapiteau des expositions scientifiques offrait un spectacle qui a attiré entre 3 000 et 4 000 spectateurs : un diorama consacré à la longue histoire de la vie.



Hôpital Belfort

Pendant la campagne électorale, Chevènement voudrait que le mouvement pour l'embauche de personnel s'arrête

Fin avril, à l'initiative de FO, des débrayages accompagnés de manifestations avaient commencé contre le manque de personnel (cf LO n° 1193). Après une interruption de près de 15 jours, le mouvement se poursuit sous la même forme. Les solutions proposées entre-temps ne nous convenaient pas. La direction ne proposait pas plus d'embauches (2 infirmières et 3 ASH), le cas du service de Médecine A était mis à part, 4 lits ont été fermés.

Donc, de nouveau, une heure de grève le mardi 14 mai. Nous étions aussi une bonne centaine à aller manifester devant la DDASS en criant dans les rues nos slogans et chansons, toujours aussi dynamiques.

Le lendemain, alors que se tenait une longue réunion entre les syndicats représentés au Conseil d'administration, la direction, la mairie, la DDASS, etc., on apprenait qu'il était proposé entre autres de prendre sur des crédits spéciaux affectés aux urgences pour débloquer deux postes ailleurs. Un exemple de ce que la plupart d'entre nous n'acceptons pas : le redéploiement, qui consiste à déshabiller Pierre pour à peine habiller Paul, alors que partout, partout, il manque du monde.

Jeudi matin 16 mai nous étions nettement plus nombreux (160 environ) pour l'heure de grève. Des nouveaux étaient venus. Le secrétaire de FO, annonçant

qu'il y avait du "nouveau", nous commençons par nous réunir. En fait, comme on s'y attendait, rien de plus qu'avant. La tension monte. Bien qu'il reste très peu de temps avant la fin de l'heure, la majorité coupe court aux débats et sort manifester en ville pour dire : "Embauche de personnel", "Non au redéploiement".

Notre mouvement et nos manifestations commencent à embêter beaucoup de monde et en particulier Chevènement qui est en campagne électorale. Il a écrit à la direction pour lui demander de trouver des solutions strictement dans le cadre des crédits disponibles avec des mesures de "redéploiement". Il a demandé aux

syndicats FO et CFDT de faire en sorte d'arrêter le mouvement. Vendredi 17 mai, assemblée générale : il y a aussi plus de monde qu'aux précédentes, 70 participants. Le secrétaire de FO, adjoint socialiste de Chevènement à la mairie de Belfort, met tout son poids dans la balance pour faire décider... la suspension des heures de grève et manifestations.

D'un ton mélodramatique, il nous explique que lui, mais aussi Chevènement, n'ont jamais été pour le redéploiement. Selon lui, il faudrait attendre le résultat des "tables rondes" élargies à tout le personnel qui vont se tenir par groupes de services. La CFDT, alliée à FO, n'ose rien dire. La CGT, quant à elle, propose



au contraire que nous maintenions la pression et que nous continuions nos activités collectives. Le débat est très houleux. Plusieurs interviennent contre la position du secrétaire de FO, y compris des ouvriers influencés par FO arrivés à la

rescousse. Au vote : 60 pour continuer, une quinzaine pour suspendre ! Un nouveau préavis est posé pour le vendredi 24 mai. Le secrétaire de FO dit alors se rallier à la majorité. Notre mouvement est à un tournant.

Correspondant LO

Hôpital Saint-André Bordeaux

UNE RÉFORME

À NOS DÉPENS

La réforme hospitalière a finalement été adoptée au Parlement, grâce au 49-3.

Mais si elle a fait parler les politiciens, cette réforme est dans la logique de la politique du gouvernement et elle ne fait qu'officialiser et accélérer des mesures déjà en cours, telle la fermeture des services, voire d'hôpitaux périphériques entiers, le ministre ayant répété qu'il estimait à 60 000 le nombre de lits hospitaliers "excédentaires".

Et l'ensemble des mesures tend à réduire les dépenses de santé, sur le dos, bien évidemment, des malades et du personnel.

Alors, le mouvement a fait passer sa réforme sans mal au Parlement. Mais il n'est pas dit que son application soit si simple car, comme les grèves de 1988 l'ont montré, à trop tirer sur la corde... elle peut casser !



(Arc)

TOUS VISÉS,

TOUS SOLIDAIRES

Dans sa série de mesures antiouvrières, le gouvernement cherche à s'attaquer également à nos camarades des DOM-TOM.

Il envisagerait en effet de supprimer les congés bonifiés qui permettent à ces camarades des Antilles ou de La Réunion de partir chez eux pendant deux mois tous les trois ans.

Le gouvernement cherche à s'attaquer tour à tour à toutes les catégories de travailleurs et à reprendre ce qui avait été acquis par des luttes.

Souhaitons qu'il reçoive de nous tous à la fois la monnaie de sa pièce.

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* - Hôpital Saint-André à Bordeaux.

Centre hospitalier Bourges

ON NE VOIT PAS

LE BOUT DU TUNNEL

A la Blanchisserie, le tunnel à blouse et l'automate de pliage fonctionnent.

Le travail est aussi pénible qu'avant, sinon plus. Il y a plus de bruit et il faut tenir la cadence.

C'est moderne ! Mais c'est nous qui sommes transformées en automates !

UN FAUX PLI

Le nouvel automate de pliage plie les blouses (pas trop bien d'ailleurs !), mais pas les pantalons.

Au même moment, la tenue «tunique-pantalon» se généralise dans l'hôpital.

Tout ceci manque de coordination !

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière*
Centre hospitalier de Bourges

Pont-à-Mousson

LES TEMPS MODERNES

À LA FONDERIE

A la Fonderie à plat, que ce soit en fabrication ou à l'entretien, on nous en demande de plus en plus.

S'occuper de deux machines devient courant. Les cadences sont infernales. A l'entretien on nous fait intervenir partout pour pallier au manque d'effectif.

Plusieurs travaux : plusieurs salaires, non ?

IL NOUS CHERCHE ?

Le PDG de Pont-à-Mousson SA le dit et le répète : «Tant qu'il sera là» les salaires ne suivront pas l'inflation. Bref, son but, c'est de les diminuer.

Tant qu'il sera là ? On sait ce qu'il nous reste à faire !

Extraits du bulletin *Lutte Ouvrière* Pont-à-Mousson.

Législatives partielles à Belfort

UN VOTE OUVRIER POUR FAIRE MAL À TOUS LES POLITICIENS MENTEURS



Eliane LACAILLE, 39 ans, secrétaire médicale à l'Hôpital de Belfort depuis 1974, élue du personnel, militante de Lutte Ouvrière.

Deux travailleurs de Belfort, Eliane Lacaille, secrétaire médicale à l'hôpital, et Gérard Belot, son suppléant, ouvrier professionnel à l'Alsthom, sont les candidats de Lutte Ouvrière aux élections législatives partielles provoquées par Chevènement.

A Belfort, Chevènement était tout prêt à faire partie du gouvernement d'Edith Cresson et à planter là les électeurs auxquels il promet pourtant de faire de «la politique

autrement». Bien que candidat à être ministre «comme avant», Chevènement n'a pas été appelé. Et la campagne pour son élection à l'Assemblée nationale continue donc à Belfort.

Il y a 5 800 chômeurs recensés dans le Territoire-de-Belfort, dont 56 % de femmes. 1 150 travailleurs ne font que survivre avec le RMI, et 1 000 autres doivent se contenter de contrats CES qui leur assurent seulement la moitié du SMIC.

«Il faudrait ficher une claque à Chevènement», disent des ouvriers à l'Alsthom. «Ils sont tous pourris», disent ceux qui ne veulent pas aller voter. «Comment les em... ?», se demandent d'autres. «Tout pour les riches, et de plus en plus de pauvres», dit une femme devant un centre commercial, en versant à la souscription de Lutte Ouvrière.

Voici quelques extraits de la profession de foi des deux candidats de Lutte Ouvrière :

«Cette élection partielle de Belfort, qui n'a même pas le pouvoir de modifier la composition de l'Assemblée nationale, n'a aucun autre enjeu que la carrière politique de Chevènement.

Pourquoi devrions-nous aider par notre vote la carrière d'un homme qui a été ministre dans tous ces gouvernements qui ont bloqué les salaires, qui ont favorisé les licenciements sous prétexte de modernisation ? Maintenant qu'il a démissionné, Chevènement fait mine d'être critique à l'égard du gouvernement. Mais il est quand même le candidat du Parti Socialiste ! Nous n'allons tout de même pas être dupés encore et toujours par les représentants de cette caste de politiciens qui, de

sont le matin et le soir ?) avec 2 h de transport pour beaucoup.

Mais malgré toute la propagande du patron et de ses sbires de la CSL une franche hostilité se fait sentir pour ce système. Pas par la grève pour le moment, mais par les démissions de jeunes embauchés et d'intérimaires et par l'ampleur des retouches : pas moins de 3 725 pour la première semaine.

Même les chefs sont déprimés : il ne leur faut pas moins de 27 minutes pour boire un café.

UNE SITUATION INSUPPORTABLE

Depuis le 22 avril, près de la moitié des 7 300 ouvriers que compte l'usine Peugeot de Poissy travaillent en 4 x 10 heures avec des horaires déments : 6 h 15 - 16 h 29 pour le matin et 16 h 29 - 2 h 42 le soir (où

LES CHRONOS EN ONT UN PETIT GRAIN... DE CAFÉ !

En 205 Tôlerie Nord, la production est passée de 187 à 193 voitures par tournée sans un seul ouvrier de plus. Une vieille recette du patron qui se met dans la poche les salaires qu'il devrait payer en ajustant les effectifs.

Par contre, ce qui augmente, ce sont les retouches, une toutes les deux voitures.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Peugeot-Sochaux.

QUESTION DE CHOIX

La semaine dernière, une camarade à la Broderie s'est coupé un bout de doigt. La semaine avant, c'est sur une scie qu'une autre camarade s'était entaillé un doigt.

Que ce soit à la Broderie ou aux Scies, on nous demande de travailler de plus en plus vite, sur des épaisseurs de tissu de plus en plus importantes, avec des machines ringardes... Et en prime, la pression des urgences : tout presse ! On

arrête un travail pour en commencer un autre qui doit partir plus tôt que prévu...

Les accidents de travail chez DIM ne sont pas dus à la fatalité mais au choix qu'a fait la direction de faire passer ses intérêts de gros sous avant notre sécurité.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière DIM (Saint-Andoche - 70).

BZZ, BZZ, LES ABEILLES

Dans la panoplie des

stages divers et variés et autres séminaires organisés par la direction pour les sous-chefs, il existe un stage dit "stage pollen".

Là-dedans, les maîtrises sont divisées en abeilles et faux bourdons (les mauvais).

On est en plein zoo. Surtout que ce que la direction cherche à créer, ce sont des moutons. Bêê, bêê...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RATP - Réseau ferré.

**Meeting avec
ARLETTE LAGUILLER**

**Jeudi 30 mai
à 20 h 30**

**pour soutenir la candidate
de Lutte Ouvrière**

ELIANE LACAILLE

**Centre Culturel des Résidences
Rue de Madrid - Belfort**

droite comme de gauche, ont pour profession de dire ce qui plaît pour se faire élire, puis de mener au gouvernement la politique que leur dictent les riches possédants qui détiennent la réalité du pouvoir !

Vous avez mieux à faire dans cette élection que de servir de marchepied à Chevènement. Saisissez l'occasion que vous offre cette élection pour faire un vote critique contre la politique anti-ouvrière du gouvernement.

Nous ne sommes pas des politiciens professionnels, mais des militants ouvriers. Nous ne nous présentons pas pour favoriser notre carrière. Le lendemain du vote, nous retournerons dans nos entreprises pour retrouver d'autres travailleurs comme nous. En votant pour nous, il sera clair que vous êtes partisans de la défense des intérêts des travailleurs et partisans d'un meilleur avenir

pour la classe ouvrière dans son ensemble.

Militants de Lutte Ouvrière, nous nous sommes toujours revendiqués des véritables traditions socialistes, des véritables traditions communistes. Nous n'avons pas attendu la chute du mur de Berlin pour dénoncer le caractère dictatorial et anti-ouvrier des régimes de l'Est. Mais nous n'avons pas, non plus, abandonné nos convictions socialistes, communistes, dans le sens véritable et noble de ce terme : œuvrer pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, pour une société de femmes et d'hommes égaux. Voilà pourquoi le vote de défiance qui s'exprimera sur notre nom ne pourra pas être confondu avec les votes venant de la droite et qui critiquent le gouvernement d'un point de vue qui n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs.»

Rhône-Poulenc Pont-de-Claix

UNE USINE DYNAMITE !

C'est une violente explosion qui, un samedi matin dernier à 7 heures, secoua et inquiéta la population de Pont-de-Claix. "Encore une explosion à Rhône-Poulenc ?" Dans les heures qui suivirent, la forte odeur de javel qui se répandait ne laissa plus aucun doute.

Deux bacs vides de 25 m3 chacun venaient d'être pulvérisés par une explosion à l'atelier DPP, celui-là même où la tour prilling avait sauté l'an dernier (explosion due à la poussière). L'explosion des bacs n'a eu aucune conséquence dramatique, et on peut dire par miracle car des morceaux de bacs ont été retrouvés à plusieurs dizaines de mètres, des éclats de vitres soufflées, des encadrements de fenêtres avaient même traversé les bureaux les plus proches, inoccupés le samedi. Personne ne circulait dans les voies

proches et le seul ouvrier présent dans cette structure n'était pas à proximité.

Voilà plus de vingt ans que rien ou presque n'avait changé dans cette partie de l'atelier DPP, pourtant modernisé, atelier dans lequel on procède au "nettoyage" des eaux contenant du phénol avant leur rejet à la rivière. En fait de traitement des eaux, Rhône-Poulenc se contente d'ajouter à ces eaux phénolées des résidus de javel fournis par un autre atelier. La javel, de fait, ne nettoie rien. Elle ne fait que masquer les dérivés du phénol et met l'usine en règle avec la législation.

Ce processus intéresse donc si peu la direction que rien n'a été modernisé. Des vannes manuelles d'accès peu aisées permettent de rajouter au jugé, au "pifomètre", des

résidus de javel mais aussi de soude ou d'acide, pour maintenir un pH neutre et éviter donc que trop de chlore ne se dégage ! Il y a bien une alarme de contrôle qui avertit si le pH devient trop acide mais... personne pour l'entendre, car un seul travailleur est dans ce secteur et à d'autres tâches à accomplir, qui l'éloignent de la salle de contrôle.

Le jour de l'explosion, le chlore s'est tranquillement dégagé, a rempli les bacs (qui sont des bacs d'attente pour les eaux et qui fonctionnent en cas de besoin) puis est parti dans l'atmosphère. Rien que de l'ordinaire jusque-là ! Mais il y a eu un autre gaz, probablement de l'hydrogène, qui a provoqué le mélange détonant. Un très faible pourcentage (4% à peu près) suffit

à rendre la combinaison chlore-hydrogène très instable et explosive. D'où venait l'hydrogène ? Sans doute de quelques ferrailles rouillées attaquées par l'acidité ambiante. Diverses hypothèses ont été faites en CHS.

La direction, selon son habitude, a minimisé cet accident, osant dire qu'il n'y avait aucune pollution. 250 m3 de chlore envoyés dans l'atmosphère lors de l'explosion, ce n'est pas polluant... Ça parfume, sans doute !

Aujourd'hui, les deux bacs ont été remplacés par une citerne, quelques sécurités ont été rajoutées et l'atelier DPP a redémarré.

Nous sommes loin, on le voit, du bourrage de crâne sur les normes de qualité et des prétendus ateliers de l'an 2000 !



À L'EST COMME À L'OUEST

Rhône-Poulenc organise une formation à l'économie de marché pour des cadres venant des pays de l'Est. On se demande bien quels conseils RP va pouvoir donner, si ce n'est d'apprendre à ces gens-là à produire le plus possible avec moins d'ouvriers et payés au rabais. Mais ces recettes-là sont déjà connues des dirigeants de l'Est. Espérons que les travailleurs de là-bas fassent rapidement la leçon à ces exploiters nouvelle manière !

PAUVRES BÊTES

Rhône-Poulenc vient de se lancer, selon ses déclarations, sur un «marché très technique» : celui des aliments diététiques pour animaux. Maintenant, les matous et autres toutous ne seront plus angoissés à l'idée de prendre du poids. Le seul à engraisser dans l'affaire sera RP. Pour nous, c'est au point depuis bien longtemps : voilà belle lurette que RP a trouvé le truc pour nous serrer la ceinture !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc.

SNCF

Chambéry

ENTRE GENS DU MÊME MONDE...

Vers la mi-avril, une équipe de la SNCF est intervenue pour réparer un aiguillage défectueux sur le site de l'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix, près de Grenoble.

L'intervention s'est effectuée «à titre gracieux».

Pratique habituelle ou petit cadeau en passant ?

En tout cas, la direction de la SNCF sait parfois se montrer prévenante et généreuse.

Mais ce n'est pas vraiment ce côté-là que nous, cheminots, connaissons d'elle !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Chambéry.

Nanterre

UNE AUGMENTATION SUPÉRIEURE À CELLE DES SALAIRES

A partir du lundi 22 avril, les prix des billets augmentent d'une façon modulée : pour les billets de moins de 600 km un peu plus de 3,7 %, ainsi que pour les abonnés, et pour les billets au-delà de 600 km un peu moins de 3,7 %.

Mais nous, cheminots, sommes aussi concernés puisque les couchettes passent de 75 à 78 F et les réservations de 14 à 16 F.

Lorsque la SNCF annonce une augmentation de 3,7 %, en réalité c'est bien plus, en particulier pour ceux qui prennent le train pour aller travailler et font des distances de moins de 600 km.

A part cela, les statistiques du gouvernement sur lesquelles s'appuient les patrons montrent une aug-

mentation de pouvoir d'achat et une faible inflation. Peut-être, mais pour qui ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Ateliers de Nanterre.

Mantes

TRÈS PETITE VITESSE

S'il prend l'envie à un client d'aller de Londres à Milan en passant par Bordeaux, pas de problème : le nouveau TPV (terminaux point de vente) vont sortir ça en deux temps trois mouvements. Mais s'il n'a besoin que d'un simple aller-retour Paris, là, ça n'est pas la très grande vitesse.

En effet, dans le traitement des billets «ordinaires», les TPV sont deux fois plus lents que les anciennes MABEL.

Aux «heures calmes» ce n'est pas trop gênant. Mais quand il y a la queue avant le départ d'un train, bonjour l'angoisse.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Mantas.

ON LICENCIE TOUT LE MONDE ET ON RÉEMBAUCHE EN CHANGEANT LES CONTRATS DE TRAVAIL

Deux jours après l'annonce d'un plan de 6 000 suppressions d'emplois pour 1991 et de 4 000 autres pour 1992, les 34 000 ouvriers du trust aéronautique Rolls Royce ont appris un beau matin, le 15 mai, qu'ils étaient tous... licenciés.

Tous devront solliciter leur réembauche sur des bases qui leur seront précisées plus tard. On sait pour l'instant qu'elles incluront un gel des salaires de six mois et un engagement à ne pas faire grève pendant cette période, ainsi que des changements dans les conditions de travail dont on ignore encore le détail.

Cela fait longtemps que le patronat britannique essaie d'imposer aux travailleurs, et en particulier aux ouvriers de la production, le type de flexibilité et de changements dans les méthodes de travail que l'on voit se répandre en France

depuis quelques années, comme par exemple la flexibilité ou les 4 x 10 chez Talbot. Mais, jusqu'à présent en tout cas, les ouvriers des grandes entreprises britanniques, en particulier les ouvriers qualifiés, ont réussi à s'opposer à toutes ces tentatives.

Les résistances de la machine juridique

Outre la résistance des ouvriers, essentiellement passive ces dernières années mais néanmoins efficace, le patronat se heurte à l'une des spécificités de la législation du travail anglaise, pourtant squelettique par ailleurs comparée à celle de la plupart des pays européens.

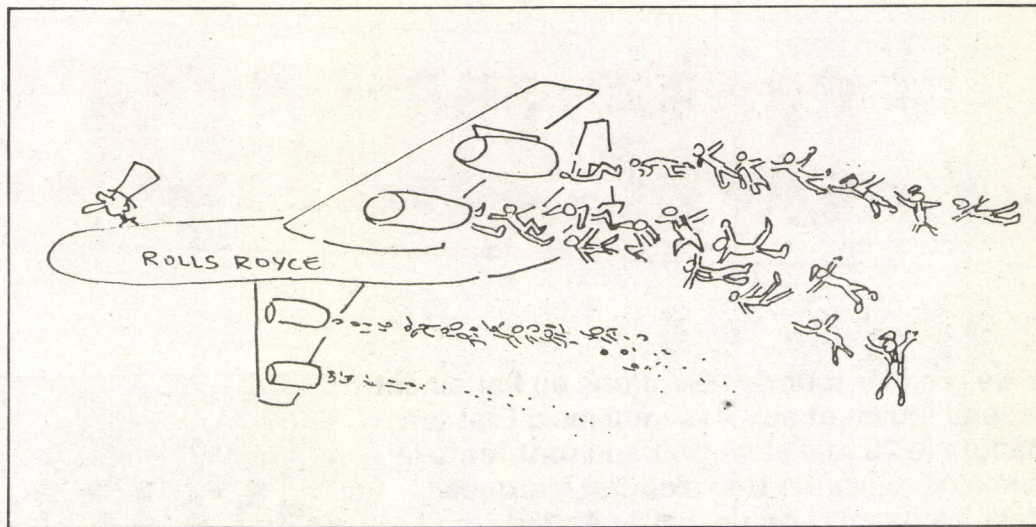
La loi impose en effet que le contrat de travail individuel de chaque salarié comporte le détail de ses fonctions, de ses horaires, de sa paie et des congés auxquels il a droit. Toute modification unilatérale de son contrat de travail peut être contestée par le salarié devant les tribunaux, et la procédure comme les pénalités sont les mêmes, qu'il s'agisse d'une modification de détail ou d'un licenciement.

Dans la plupart des cas, le patronat contourne la difficulté en obtenant l'accord des syndicats pour procéder à des modifications du contrat de travail et dans ce cas, dans la mesure où le syndicat représente de fait les salariés dans l'entreprise concernée, son assentiment prive le salarié individuel de tout recours légal contre son employeur.

Mais quand les syndicats refusent de fournir leur accord, alors le patronat prend, en passant outre, le risque de procédures juridiques longues et onéreuses si les travailleurs visés font appel aux tribunaux.

Or il existe une façon de contourner la difficulté qui est irréprochable d'un point de vue juridique : licencier tout le monde pour réembaucher ensuite qui le souhaite, sur la base d'un nouveau contrat de travail.

La solution est lourde de risques d'affrontement, et c'est sûrement pour cela que,



à de rares exceptions près dans les années 1960, les grandes entreprises ne s'y risquaient pas jusque-là.

Le chantage du patronat

Or justement, c'est cette solution-là pour laquelle vient d'opter Rolls Royce, après des années de guerre de position avec ses ouvriers sur la question des descriptions de postes.

Mais, au même moment, d'autres cas similaires, dans des entreprises moindres, apparaissent. Là encore, il s'agit d'entreprises employant une main-d'œuvre hautement qualifiée, où le poids des appareils syndicaux est considérable.

Il s'agit de deux chantiers navals, Kvaerner Govan (1 600 ouvriers) à Glasgow et Appledore (700 ouvriers) près de Newcastle. Dans les deux cas, la direction a commencé par annoncer un blocage des salaires. Les travailleurs ont réagi par une grève sauvage et ont été licenciés après quelques jours de grève, avec réembauche individuelle sur la base d'un nouveau contrat de travail.

Pour l'instant, les directions syndicales se sont bornées à des protestations de pure forme. Les ouvriers des deux chantiers navals sont toujours en grève, toujours sans l'aval de leur syndicat.

Quant à ceux de Rolls Royce, ils continuent à travailler comme temporaires dans leur propre emploi en attendant que leur soit proposée la fameuse réembauche. Leurs dirigeants syndicaux, eux, dépensent beaucoup d'énergie à aller expliquer aux députés conservateurs que ce n'est vraiment pas une façon de traiter des ouvriers qui ont été volontaires pour travailler 24 h sur 24 pendant la guerre du Golfe...

La politique des bureaucraties syndicales

Peut-être cette offensive patronale est-elle accidentelle. Mais, d'un autre côté, Rolls Royce comme les chantiers navals sont des secteurs où les liens de collaboration entre le patronat et les syndicats sont très étroits. De là à penser qu'il y a un lien entre la tactique patronale actuelle et les priorités affichées par les directions syndicales, il n'y a qu'un pas.

Car aujourd'hui, et ce depuis que le lancement de fait de la campagne électorale a eu lieu à la mi-avril, le mot d'ordre de tous les syndicats, comme du Parti Travailleuse, c'est l'amélioration de la productivité, la limitation des hausses de salaires en fonction des besoins de compétitivité, la concertation, pour éviter les à-coups des conflits sociaux, etc.

Qu'une partie du patronat spéculer sur les impératifs électoraux de la bureaucratie syndicale et compte sur sa passivité, pour faire passer des mesures radicales, est du domaine du possible. Il est même possible que tout cela se fasse en accord avec les sphères dirigeantes de la bureaucratie syndicale.

D'autant que tout semble fait pour rendre la pilule moins amère aux bureaucrates eux-mêmes : tandis que ceux-ci peuvent espérer s'en tirer vis-à-vis des travailleurs en rejetant toute la responsabilité sur le patronat, celui-ci ne remet en cause aucun des droits ou des avantages matériels dont disposent les appareils syndicaux dans ces entreprises.

S'il est trop tôt pour dire s'il s'agit bien du début d'une offensive en règle contre l'ensemble des travailleurs de l'industrie, cette offensive encore localisée donne néanmoins un avant-goût aux travailleurs de ce qui risque de se passer sous un futur gouvernement travailliste.

A moins, bien sûr, que les travailleurs et les militants syndicaux du rang ne se laissent pas prendre aux trompettes de l'«intérêt national» que sonnent leurs dirigeants syndicaux. Alors là, oui, malgré tous leurs beaux calculs, ces messieurs les patrons pourraient bien tomber sur un os !

François ROULEAU

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970. - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.

France, 1 an : 80 F.

Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL ET VILLE :

COMPLEMENT D'ADRESSE :

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

UNE DEMOCRATIE FICTIVE

Le premier tour des élections au Parlement fédéral indien et aux Assemblées d'Etat ont débuté le 20 mai et se poursuivront toute la semaine suivante. Une élection marquée, déjà, par la mort du leader du Parti du Congrès, Rajiv Gandhi, tué avec une douzaine d'autres personnes dans un attentat à la bombe, le deuxième jour du scrutin.

A en croire les candidats, l'enjeu de ces élections serait le dénouement de la crise économique aiguë qui s'est traduite ces derniers mois par une montée brutale du chômage résultant d'un arrêt quasi total des importations dû au manque de devises.

Mais il faut croire que beaucoup d'électeurs ne sont guère convaincus, puisque la participation électorale est tombée de 7 % cette fois-ci, à 55 % des électeurs.

Le vote sous contrôle de commandos armés rivaux

Outre le scepticisme de l'électorat, d'autres facteurs ont sans doute également joué. En particulier les affrontements entre factions rivales qui, depuis le début de cette campagne électorale, ont fait plus de 100 morts.

En ce seul premier jour d'élection, 43 personnes ont trouvé la mort. Certaines pour avoir affiché leurs idées, d'autres simplement pour avoir osé aller voter. Tandis que plus d'un millier de bureaux de vote ont été occupés par des commandos armés pour bourrer les urnes. De sorte que les opérations de vote devront être refaites dans 10 % des circonscriptions.

Mais il est vrai que tout ceci fait partie, en plus ou en moins suivant les années, du déroulement «normal» d'une élection dans cette prétendue «démocratie» si souvent donnée en exemple au Tiers Monde ! D'ailleurs, si l'on se souvient des affrontements ethniques en Assam et religieux dans le Penjab, et des milliers de victimes qu'ils avaient faits, ces violences électorales paraissent bien peu de chose.

Mais ce qu'elles reflètent, en revanche, c'est la violence bien réelle des rapports politiques dans un pays où tout le monde, des partis, groupes ethniques, groupes religieux, aux potentats locaux, ont chacun leur propre milice armée. Une violence qui prolonge

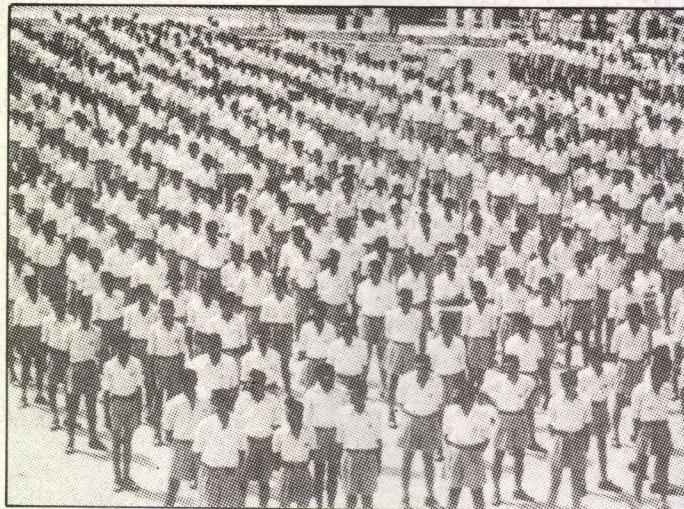
dans la vie politique la violence de l'exploitation de l'écrasante majorité de la population qui ne possède rien, sinon sa misère, par une infime minorité qui possède tout.

Le clientélisme et la corruption

Au total, pas moins de 157 formations présentent des candidats dans ces élections. Sur ce nombre, l'immense majorité n'existe qu'à l'échelle d'un Etat, voire moins. Parfois elles se posent en représentants des intérêts d'une minorité ethnique ou religieuse, quand elles ne sont pas simplement, dans les régions les moins urbanisées, l'expression politique de la clientèle d'une grande famille locale de propriétaires fonciers.

De toutes ces formations, trois seulement peuvent prétendre exister à l'échelle de toute la fédération : le Parti du Congrès, dirigé jusqu'ici par Rajiv Gandhi, qui compte 193 députés dans l'actuelle Assemblée, le Janata Dal qui en compte 141 et dont le leader R.V. Singh est l'actuel Premier ministre ; enfin le BJP qui compte 88 députés.

Le premier reste encore aujourd'hui le parti historique de l'indépendance, qui s'appuie à la fois sur sa position dominante dans l'énorme machine tentaculaire de l'Etat central ainsi que dans une grande partie des appareils syndicaux et sur des organisations locales liées aux couches



Une «shakha», détachement para-militaire du RSS, mouvement intégriste hindou qui constitue l'armature du BJP.

moyennes de la population. Mais, tout en se disant le défenseur des petits contre les gros, le Parti du Congrès est devenu de plus en plus, depuis la mort d'Indira Gandhi, le symbole de la corruption endémique qui sévit à tous les niveaux de l'appareil d'Etat et du clientélisme local.

C'est d'ailleurs sur un programme de lutte contre la corruption que le second parti, le Janata Dal, a fait une percée électorale en 1989 qui, avec l'appui des 55 députés des trois Partis Communistes (dont l'implantation est limitée à quelques Etats) et des 88 députés du BJP, lui ont permis de se maintenir au pouvoir.

Mais l'image de «M Propre» de la politique indienne qu'avait R.V. Singh s'est quelque peu ternie après un an et demi d'inaction au pouvoir. D'autant qu'en plus R.V. Singh, qui se posait volontiers en défenseur des castes pauvres, a réussi à se mettre tout le monde à dos en prétendant appliquer strictement le système de quotas dans la fonction publique pour les différentes castes. Il a mécontenté les couches moyennes et modestes des castes supérieures, pour qui la fonction publique est le seul débouché compte tenu de la crise, et les pauvres des castes inférieures qui, faute d'avoir accès à l'éducation la plus élémentaire, n'ont pas plus accès à la fonction publique, même comme balayeurs !

L'intégrisme Hindou

Reste le troisième parti, le BJP, qui, après avoir soutenu

le gouvernement de R.V. Singh, se pose ouvertement aujourd'hui en candidat au pouvoir.

Ce BJP est en fait l'aile politique du RSS, le mouvement intégriste hindou dont les milices armées affrontent régulièrement les Sikhs du Penjab depuis des années, et qui lui fournit un appareil militant discipliné dont aucun autre des partis importants ne dispose. Un mouvement qui a tous les attributs des autres mouvements intégristes, un mélange de démagogie populiste, de traditionalisme réactionnaire, de moralisme et de gangstérisme qui relève tout à fait des méthodes fascistes.

Le BJP a lui aussi réussi sa première percée lors des élections de 1989, apparaissant semble-t-il, dans le nord du pays où il se présentait,

comme une force nouvelle et capable de lutter contre la corruption. Mais, tout en soutenant de fait le gouvernement Singh sur le plan parlementaire, il a poursuivi ses critiques contre la corruption et gardé ses distances vis-à-vis de sa politique, au point de réus-

proclamer, contre son propre public, une tolérance religieuse bien étrangère aux traditions du RSS. Il a également cherché à rallier, semble-t-il avec un certain succès, les faveurs de la petite bourgeoisie intellectuelle et des fonctionnaires en prônant un



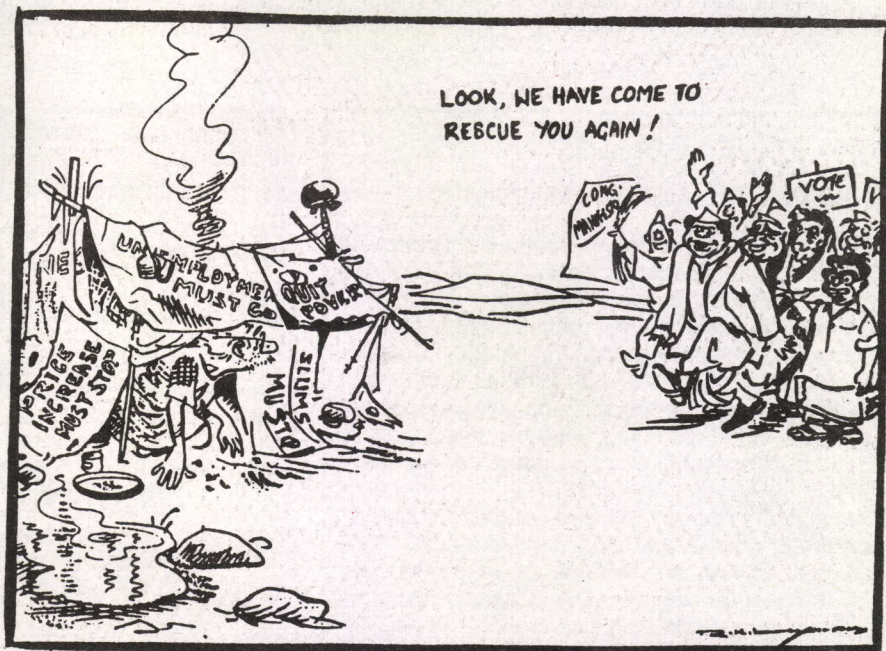
sir aujourd'hui à rallier le soutien d'une partie des castes les plus pauvres.

Dans ces élections, le BJP se présente dans pratiquement tout le pays, contre la moitié en 1989. Il a cherché à gommer ce qui pouvait rappeler de trop près ses racines religieuses en axant sa campagne sur l'idée d'un nationalisme commun à l'ensemble de l'Inde qui pourrait combler le fossé sanglant qui existe entre tant de communautés, d'Etats et d'ethnies, allant jusqu'à

modernisme économique à l'américaine qui, lui aussi, cadre fort peu avec le vieux RSS.

Il reste que, derrière cette façade ravalée de l'intégrisme qu'offre le BJP, ce sont les vieux préjugés réactionnaires, les vieilles inégalités sociales, la même exploitation et la même misère qui attendent la majorité de la population.

François ROULEAU
(Lire également notre article sur l'assassinat de Rajiv Gandhi en page 5).



Comment le caricaturiste indien R.k. Laxman voit la campagne électorale : les partis politiques disent à cet habitant d'un bidonville : «Tu vois, on est revenu pour te sauver». La cahute de celui à qui ils s'adressent est faite de pancartes sur lesquelles on peut lire : «La hausse des prix doit s'arrêter», «Il faut en finir avec le chômage», etc. Ce sont les mots d'ordre de la dernière campagne électorale...